

## Signez la pétition : "la pornographie n'est pas un droit de l'homme !"



Article rédigé par *stopauporno.fr*, le 05 février 2021

Source [[stopauporno.fr](http://stopauporno.fr)] L'ECLJ publie une pétition intitulée "*La pornographie n'est pas un droit de l'homme*" pour contrer le recours d'un européen pour faire reconnaître un droit au porno auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Une affaire d'une grande importance pour l'avenir de notre combat contre la pornographie et l'hypersexualisation de la société.

L'administration pénitentiaire slovène a confisqué des revues pornographiques à l'un de ses détenus. Estimant que cela porte atteinte à sa vie privée et à sa liberté d'expression, le prisonnier a décidé de former un recours devant la CEDH, une juridiction internationale assurant le respect des engagements des Etats signataires en matière de droits de l'homme.

La Cour jugera donc si l'accès à la pornographie en prison est un droit garanti par la Convention européenne des droits de l'homme, dont l'Etat slovène est signataire.

Le Centre européen pour le droit et la justice (ECLJ) est une ONG fondée en 1998 et dédiée à la promotion et la protection des droits de l'homme en Europe et dans le monde. Il fonde son action sur « les valeurs spirituelles et morales qui sont le patrimoine commun des peuples européens et la véritable source de la liberté individuelle, de la liberté politique et de la prééminence du droit, principes qui sont à la base de toute démocratie véritable ». L'ECLJ a été autorisé par la Cour à soumettre plusieurs observations écrites dans cette affaire.

Dans ses observations, l'ECLJ rappelle l'immoralité intrinsèque de la pornographie, justifiant la limitation de certaines libertés pour protéger la morale, la sécurité, la santé, ou les droits d'autrui. L'ECLJ s'appuie sur son rapport « [Pornographie et droits de l'homme](#) » (2020) pour indiquer à la Cour que de nombreuses recherches établissent qu'une utilisation répétée de la pornographie cause des troubles psychiques. Le porno incite également à la violence – notamment envers les femmes, à l'agressivité et au sadisme.

L'ECLJ forme le vœu que la CEDH saura faire prévaloir une interprétation des droits de l'homme respectueuse de la santé et de la dignité humaine.

Pour soutenir les actions de l'ECLJ, l'ONG a lancé une pétition que *Stop au porno* vous invite à signer et à partager :

[SIGNEZ LA PETITION](#)